



## EDITO

Depuis plus de trente ans nous connaissons une dégradation de la situation économique et sociale d'un nombre toujours plus grand de personnes.

Nous fêtons les 50 ans de mai 68 associant des revendications autour du travail, des salaires mais aussi appelant à la créativité, au plaisir, au pouvoir de l'imagination, à une libération touchant toutes les dimensions de l'existence, à la destruction de la société de consommation. En 68 chacun conservait l'espoir d'une vie meilleure pour soi et pour ses enfants, l'espoir d'une ascension sociale ouverte à tous grâce à l'école publique.

Qu'est-il advenu de ces aspirations ? Le capitalisme triomphant les a balayées. Loin de la rhétorique de la crise que l'on nous sert depuis le milieu des années 70, le capitalisme a considérablement augmenté ses taux de profits. Une fiscalité allégée et un partage profit/salaires beaucoup plus favorable aux entreprises offrent des augmentations conséquentes des taux de rendements du capital. De fait une part grandissante de la population se trouve exclue du travail, le nombre de travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter.

Depuis la fin des années 70 le capitalisme n'a eu de cesse d'étendre son effroyable logique. Le capitalisme aujourd'hui c'est « après moi le déluge ». En produisant les conditions de son expansion il détruit les conditions de vie sur la planète et conduit à la destruction de l'homme par l'homme. En étendant la logique de la concurrence à toute la société avec l'appui actif des états il met en pièces toutes les politiques redis-

tributives et sociales mise en place après la seconde guerre mondiale. Il ordonne la logique du rapport à soi et aux autres à la logique du profit .

Macron est l'archétype de ce monde sans foi ni loi.

Les pompiers négocient-ils avec les pyromanes ?

Le 22 mai refusons cette logique consistant à dire que tout peut être une marchandise. Dans cette société où l'argent est roi, l'éducation, la santé, les transports collectifs, le logement, les services postaux, les télécommunications, l'approvisionnement en eau et en énergie doivent échapper à la loi du marché. Seuls les services publics sont susceptibles d'assurer l'égal accès de tous à ces droits fondamentaux.

Ce qui se passe dans l'éducation, dans les Ehpad, les hôpitaux ou les transports est l'affaire de tous. Dans l'offensive de la bourgeoisie contre les classes populaires il y a les attaques directes, les salaires qui baissent, les congés rognés. Il y a aussi des remises en cause qui indiquent que la société, au lieu d'avancer, est en train de régresser. Et tout cela, simplement pour satisfaire l'appétit d'une minorité de capitalistes.

Ensemble, nous pouvons défendre le Service Public et le conforter en faisant gagner nos revendications !

**Agents des services techniques, enseignants, infirmières, aide soignantes, policiers, pompiers, agents des services administratifs, magistrats, travailleurs sociaux, le 22 mai, tous ensemble, disons oui à l'égalité, à la fraternité sans lesquelles il n'y a pas de liberté possible.**

*Fabrice Billod Morel*

## Grève le 22 mai 2018



### SOMMAIRE

Page 1 à 4 : **Grève du 22 mai 2018**

4<sup>ème</sup> trimestre - mai 2018 - n°108 - 4 pages - 0,76 euro  
N° CPPAP 1022 S 06342 - Imprimé par nos soins  
Bulletin de la section départementale F.S.U.  
76 rus st Désiré - 39000 LONS LE SAUNIER  
Directeur de la Publication : Bernard PEYRET  
Téléphone : 03 84 47 12 64 fsu39@fsu.fr  
Site internet : sd39.fsu.fr

Lons le Saunier CTC

# P4

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

déposé le 14 mai 2018

Après la réforme libérale du code du travail qui affaiblit les protections des salariés du privé, le gouvernement s'attaque maintenant aux services publics et à leurs agent-es.

Il présente unilatéralement le statut des cheminots et celui des fonctionnaires comme un frein aux évolutions et un coût qui serait insupportable. Cela dédouane à très bon compte la responsabilité de l'État qui a jusqu'ici largement sous-investi, ne permettant pas de préserver la qualité des services publics. Ainsi, il choisit sciemment d'accentuer les inégalités.

Les projets austéritaires du gouvernement pour réformer la Fonction publique visent à réduire les possibilités d'actions de l'État et des collectivités territoriales et ne prennent pas en compte les besoins exprimés par les usagers.

Les conséquences sont prévisibles :

**L'abandon** au secteur privé de certaines missions actuellement assurées par les agents publics. Cela n'améliorera en rien les services aux usager-es et le coût sera tout aussi élevé pour eux voire plus puisqu'il s'agira de les rentabiliser. Mais bien sûr les actionnaires feront

eux des bénéficiaires...

**La mise en concurrence** de services aujourd'hui assurés en partie par l'État et les collectivités : éducation, santé, transport... Ce qui n'offre aucune garantie d'amélioration des services au contraire puisqu'ils ne seront plus soutenus par l'État et ne seront plus tenus de répondre aux exigences de principes comme celui de l'égalité.

**La réduction des moyens** des services publics avec la suppression de 120 000 emplois dont 70 000 dans les collectivités territoriales sur les quatre prochaines années. C'est moins de services publics : horaires d'ouverture au public encore plus limités, nouvelles fermetures de services dans les zones rurales et dans les quartiers, nouvelles dégradations des conditions de travail des agent.e.s...

**La réduction des protections des agents publics** : recruter de contractuels en lieu et place de fonctionnaires, c'est réduire les principes qui font la force de la Fonction publique pour les usager-es comme pour les agent-es : neutralité des agents publics, indépendance vis-à-vis des politiques, absence de corruption.

Nathalie Pszola

## Ce que nous voulons

### **Maintenir le statut général des fonctionnaires.**

Le statut actuel de la Fonction publique permet toutes les évolutions nécessaires pour continuer d'adapter les services publics aux besoins de la population. Le Statut constitue un cadre d'exercice des missions de service public, protecteur pour les fonctionnaires, les usager-es et les citoyen·nes.

### **Conforter la Fonction publique et le rôle des agent-es, avec :**

- une meilleure reconnaissance du travail et des qualifications des agent-es,
- l'abandon des projets de suppressions de postes programmés sur le quinquennat,
- des recrutements sur des emplois statutaires pour répondre aux besoins des services,
- organiser des pré-recrutements,
- mettre fin à la précarité (déjà plus de 800 000 agent-es aujourd'hui) et permettre la titularisation d'agent-es contractuel.les en ouvrant des concertations pour un nouveau plan de titularisation,

- développer la formation des personnels,
- travailler à l'attractivité de la Fonction publique et permettre les mobilités choisies.

### **Peser sur la préparation du rendez-vous salarial prévu à la mi-juin, en exigeant :**

- une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice,
- le rattrapage des pertes subies,
- des mesures générales pour toutes et tous les agent-es permettant une augmentation significative du pouvoir d'achat,
- l'abrogation de la journée de carence.

### **Maintenir et Conforter les missions de service public de l'État**

Dans bien des domaines, seuls l'État, ses services et les collectivités territoriales sont à même d'assurer des services au public dans des conditions de neutralité, d'égalité de traitement et de protection des plus faibles (action sociale, travail, emploi, insertion, logement, éducation...). Il ne peut être question de les désinvestir au profit de sous-traitants, du secteur marchand, ou de structures dépendantes de lobbying.

Les neuf fédérations de fonctionnaires appellent à une nouvelle journée de grève pour défendre les missions de service public, les statuts et le pouvoir d'achat des personnels.

Près d'un demi-million de personnes dans les rues le 22 mars pour défendre le service public, ses missions, les salaires, des emplois pérennes mais aucun bougé du côté gouvernemental. Aussi, les neuf fédérations de fonctionnaires : la FSU, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT, FA-FP, FO et Solidaires, rejointes le 12 avril par la CFDT et le 16 par l'Unsa, appellent à une troisième journée d'action le 22 mai.

Elles réaffirment ne partager « ni l'orientation, ni la méthode, ni le calendrier proposés par le gouvernement visant à « réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandons voire de privatisation de missions ».

En cause notamment, les quatre chantiers qu'entend ouvrir le gouvernement autour d'un « nouveau contrat social avec les agents publics ».

### Visite de chantiers

#### Un dialogue social plus fluide et recentré sur les enjeux les plus importants

En déclarant « vouloir simplifier et déconcentrer les instances représentatives », le gouvernement fait peser une menace claire sur les instances paritaires et leur rôle essentiel dans la défense des conditions de travail et la, transparence dans le déroulement de carrière des agents.

Pour 39 Bulletin départemental de la FSU du Jura

Dans l'Éducation nationale, on connaît l'importance des commissions administratives paritaires et des comités techniques et l'action prépondérante qu'y jouent les représentants du personnel.

Les Comités d'hygiène, sécurité et santé au travail (CHSCT) qui viennent à peine de faire leur apparition dans la Fonction publique sont-ils déjà condamnés ?

#### Une rémunération plus individualisée

Le gouvernement ne fait pas mystère de sa volonté d'individualiser les progressions de carrière et de salaire en les corrélant à un « mérite » érigé en valeur repère.

C'est faire peu de cas de nombreuses études qui ont démontré que c'était loin d'être un critère déterminant dans l'engagement des agents et l'efficacité du travail produit. C'est de surcroît oublier la dimension collective des métiers de la Fonction publique et le cadre de missions d'intérêt général.

#### L'accompagnement individualisé et les mobilités

Pour la FSU, les transitions professionnelles et les mobilités, à l'intérieur de la Fonction publique comme vers le privé, peuvent être améliorées.

Mais le contexte des suppressions de postes d'ores et déjà annoncées obère toute discussion sereine sur la question. Les possibilités de mobilité vers le privé seraient proposées uniquement dans les administrations qui se restructurent ou ferment des postes.

#### Un élargissement du recours au contrat pour donner davantage de souplesse au recrutement

Il s'agit là, ni plus ni moins, que la remise en cause de l'accès à la Fonction publique par concours et le recours accru aux contractuels et aux précaires qui sont déjà massivement utilisés dans la Fonction publique. On constate depuis quelques années, y compris dans l'Éducation nationale, les difficultés liées au développement des contrats précaires fragilisant à la fois les personnes employées et les missions indispensables qu'elles assurent.

#### La FSU opposée au dynamitage du statut des fonctionnaires

Avant même le lancement de la concertation, la FSU avait demandé que la discussion porte sur d'autres sujets : plan de recrutements, pré-recrutements, conditions de titularisation des agents précaires, mesures ambitieuses de formation initiale et continue, leviers pour favoriser une mobilité choisie, reconnaissance du travail et de l'engagement des agents. Devant l'absence de réponses à ces demandes, les neuf organisations syndicales de fonctionnaires ont claqué la porte de la première rencontre avec Olivier Dussopt, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des comptes publics.

Elles appellent donc unitairement à la grève et aux manifestations le 22 mai.

Nathalie Pszola





## Grève unitaire le 22 mai

Les organisations syndicales CFTD - CFE/CGC – CFTC – CGT – FAFP – FO – FSU – SOLIDAIRES réaffirment qu’elles ne partagent ni l’orientation, ni la méthode, ni le calendrier proposés par le gouvernement dans son document d’orientation intitulé.

« Refonder le contrat social avec les agents publics. »

Les organisations ne partagent davantage les objectifs poursuivis par le gouvernement consistant à réduire le périmètre de l’action publique avec la perspective d’abandon voire de privatisation de missions publiques.

Le Statut général des fonctionnaires, leurs statuts particuliers et leurs régimes de retraite doivent non seulement être préservés mais aussi développés.

Le développement des missions de service public au service de l’intérêt général nécessite la création d’emplois statutaires dans les services qui en ont besoin et un nouveau plan de titularisation.

Les organisations rejettent le projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agent-es. Elles considèrent que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut de même que la possible rémunération « au mérite » assise sur des critères antinomiques de ceux du service public.

**Porteuses de propositions et de revendications, elles demandent pour cela des mesures générales :**



- fin du gel de la valeur du point d’indice et sa revalorisation,
- rattrapage des pertes subies,
- abrogation de la journée de carence,
- respect des engagements en matière d’évolution de carrière,
- amélioration des déroulements de carrière.

Les organisations sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l’ensemble du territoire, aux valeurs et principes d’égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions. Elles appellent les agent-es à une nouvelle journée de grève et de manifestations dans l’ensemble de la Fonction publique le 22 mai prochain. Dès aujourd’hui, les organisations soutiennent toutes les mobilisations propres à la Fonction publique, au service public et celles concernant les cheminots et le secteur privé ainsi que de tous les usagers de ces services publics. A tout instant, elles affirment qu’elles prendront les dispositions nécessaires pour défendre le modèle social public.

Elles appellent à la tenue immédiate d’assemblées générales et de réunions pour alimenter le débat entre les agent-es et inscrire les mobilisations et la grève dans la continuité.

Les organisations appellent à développer partout des initiatives et actions pour rassembler sur la nécessité de préserver la Fonction publique : meetings, rassemblements, conférences de presse, forums, pétition, adresse aux usager-es...

## GRÈVES ET MANIFESTATIONS DANS LE JURA

**Dole : 10 h30**

**Saint Claude : 10 h**

**Lons le Saunier: 15h30**



Les lieux de rassemblement seront communiqués par mail et sur le site